

## AKTUELL

LA MONOPARTITE A PARLÉ

# Modulations et boules de gomme

Raymond Klein

**Indexation maintenue mais modulée, mesures sociales mais sélectives. Qui, des syndicats et des patrons, a remporté ce match de tripartite qui n'a pas eu lieu ?**

« La crise continue à être supportée sur le dos du salariat », estime Déi Lénk en réaction aux décisions du conseil de gouvernement de vendredi dernier. Ils s'insurgent en particulier contre les énormes « profits pour le patronat que représente l'échelonnement des tranches d'index jusqu'en 2014, alors qu'il n'y a pas de nécessité économique objective » pour cela. Cette mesure, sans doute la plus importante en volume, avait toutefois déjà été acceptée par les syndicats au préalable. Quant aux revendications patronales, elles ont pour la plupart été ignorées, à commencer par les moratoires sur l'indexation et le salaire minimum.

Alors, l'absent a-t-il eu raison ? Rappelons qu'en lançant un ultimatum aux patrons, les syndicats avaient fait capoter la tripartite prévue pour vendredi. Peut-être espéraient-ils renouer avec l'expérience de 2010, où l'échec des négociations avait été suivi par des décisions gouvernementales prudentes. En fin de compte, les syndicats avaient pu sauver l'essentiel, sans pour autant être tenus responsables des décisions plus douloureuses. Cette fois-ci encore, leur manœuvre leur a permis de sauver la face, mais à quel prix ?

Clairement, limiter l'indexation des salaires à une tranche par an arrange le patronat. Cela donne une grande prévisibilité au coût nominal des salaires, et en cas d'inflation galopante, cela revient à une baisse non négligeable des revenus réels. Tant pis pour les salariés, dont les dépenses quotidiennes, les loyers et les rem-

boursements de crédit vont augmenter de manière imprévisible... Moins douloureuse, mais bien plus dangereuse est la décision d'enlever le tabac et l'alcool de l'échantillon de produits utilisés pour mesurer l'inflation. Il s'agit d'une première brèche dans ce fameux « panier de la ménagère », par laquelle s'échappera bientôt - le gouvernement l'a annoncé - une partie du renchérissement dû au prix du pétrole. L'impact à terme sera considérable, et le gouvernement a clairement franchi une ligne rouge tracée par les syndicats.

Bien entendu, lors de la présentation des mesures, Jean-Claude Juncker a servi une fois de plus l'argument fallacieux d'un index qui favoriserait les revenus élevés : « A chaque tranche, avec mon salaire de premier ministre, j'empoche énormément d'argent. » Ce qui est complètement juste pour le salaire nominal... et complètement faux pour le salaire réel, c'est-à-dire le pouvoir d'achat. Juncker n'étant pas un imbécile, c'est donc qu'il nous prend pour des imbéciles.

Cela dit, l'indexation n'est qu'accessoirement un instrument de justice sociale (woxx 1071), ce qu'on peut trouver gênant. Mais alors, pourquoi ne pas simplement augmenter les impôts, surtout sur les revenus élevés ? Il est vrai que si Juncker évite le su-

jet, les syndicats ne sont guère moins ambigus puisqu'ils ne l'abordent que sur le plan théorique. Ainsi, rendre le système fiscal plus juste ne faisait pas partie de la plateforme avec laquelle ils ont abordé la tripartite.

Le bilan des autres mesures décidées par le conseil des ministres est tout aussi ambivalent. A part l'ajustement du salaire minimum, on se démarque de la logique universaliste. Au lieu d'augmenter les allocations familiales, comme l'avaient exigé les syndicats, le gouvernement privilégie une aide ciblée pour les ménages nécessiteux : sur demande, ils recevront un chèque de 500 euros par an, plus un bon pour acheter des livres scolaires pour chaque enfant. Même l'amélioration des remboursements dentaires, dont le ministre de la santé parle depuis sept ans, sera peut-être réservée à « ceux qui ont besoin que l'Etat les aide ». L'idée d'un Etat qui agit au nom de la solidarité plutôt que de la charité est passée à la trappe.

En fin de compte, le paquet de mesures présenté par le gouvernement n'est certainement pas anti-social dans ses effets. Il franchit cependant plusieurs lignes rouges, il fragilise le principe de l'indexation des salaires et il sape les fondements du modèle social universaliste luxembourgeois.

PRISON

## Le dernier rapport

Luc Caregari

**En compagnie de l'Ombudsmann Marc Fischbach, le ministre de la justice François Biltgen a présenté la réforme du système pénitentier luxembourgeois - critiqué par la Ligue des droits de l'Homme.**

Ce fut une conférence de presse titanesque, « la plus longue de toute ma carrière », a confié François Biltgen vers la fin, et surtout une conférence où chaque mot était bien soupesé et pendant laquelle la phrase « Cela me tient particulièrement à cœur » est revenue souvent dans la bouche du ministre. Et il y avait de quoi, car le projet de loi portant réforme de l'exécution des peines était attendu depuis bien longtemps, car le système carcéral luxembourgeois n'est tout simplement pas à la hauteur, ni des ambitions du gouvernement, ni même dans la perspective des droits de l'Homme. Alors que la semaine dernière, le public s'offus-

quait à la nouvelle de deux mineurs incarcérés à Schrassig, le ministre de la justice tenait surtout à relativiser ces faits - apparemment, ils n'auraient pas été en contact avec des détenus majeurs - et promettre qu'on ne l'y reprendra plus, vu que sa nouvelle loi prévoit qu'aucun mineur de moins de 16 ans ne pourra être enfermé à Schrassig.

C'est donc une réforme ambitieuse que Biltgen veut mettre sur les rails, pour en finir avec la mauvaise réputation de la prison de Schrassig où les drogues circulent à tout go et où les morts suspectes se poursuivent. Ce qui est curieux, c'est que François Biltgen ne semble pas uniquement avoir lu les recommandations de Marc Fischbach, qui, en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, lui a remis maints rapports sur la situation, mais aussi le communiqué de la Ligue des droits de l'Homme, qui critiquait sur-

tout le flou entretenu sur le bracelet électronique et sur la rémunération des prisonniers. Comment expliquer autrement le fait que Biltgen a lourdement insisté sur le fait qu'à l'avenir les prisonniers ne seraient plus exclus du système des retraites - ce qui constituait une double peine absolument excessive - et qu'il a promis un « contrat volontaire d'intégration ». Ce contrat, qui reste facultatif mais hautement recommandé, accompagnera le prisonnier tout au long de sa « carrière » carcérale et au-delà. « Le but est de faciliter la réinsertion dans la société et sur le marché du travail », explique-t-il. Avant d'insister sur le fait que l'information selon laquelle les prisonniers auraient automatiquement droit au RMG est fautive : « Cela ne concerne que ceux qui portent le bracelet électronique, et ce n'est pas automatique, ils deviennent juste éligibles au RMG s'ils font des démarches pour trouver un travail ».

En général, le ministre veut tout améliorer : une justice plus équitable qui punira plus sévèrement les délits financiers, des « agents pénitenciers » mieux formés et qui ne viendront plus que de la caserne du Herrenberg, l'intégration de firmes volontaires à employer des ex-détenus



ou des porteurs du bracelet électronique. Si le flou a été maintenu sur ce sujet, une chose est tout de même claire : il y aura un élargissement de cette pratique. Non seulement parce que c'est plus humain que de mettre des personnes derrière des barreaux, mais aussi parce que les prisons luxembourgeoises sont pleines à craquer et que même le tout nouveau centre pénitentier de Givenich est déjà trop petit pour les besoins d'une justice très expéditive, surtout en ce qui concerne les délits liés aux stupéfiants, qui représentent 50 pour cent des peines de prison appliquées.

En tout cas, le nouveau projet de loi - qui est visible en ligne sur le site du ministère - démontre l'absolue nécessité de réformer un système antidaté et dont l'inefficacité n'est plus à prouver.